

APPEL A CANDIDATURES N°001/RAME/2020 POUR LE RECRUTEMENT DE 4 FACILITATEURS

1. Informations générales

Titre de la mission	Appui à la société civile du Burundi, Burkina Faso, Mali, Niger, dans le processus du dialogue national du 3 ^{ème} cycle du Nouveau Modèle de Financement du Fonds mondial (NMF3)
Demandeur	Coordination de la Plateforme Régionale Afrique Francophone sur le Fonds mondial (PRF) abritée par le Réseau Accès aux Médicaments Essentiels (RAME).
Durée totale de la mission	Tout le processus de dialogue-pays dans ces pays

2. Contexte de la mission

Suite à leur notification par le Fonds Mondial en décembre 2019 des enveloppes allouées à la lutte contre le VIH/Sida, le paludisme et la tuberculose, plusieurs pays d'Afrique francophone préparent des demandes de financement pour des programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose, le paludisme et les renforcements des systèmes de santé.

La Plateforme Régionale Afrique Francophone de communication et de coordination de la société civile et des communautés sur le Fonds mondial (PRF) hébergée par le RAME, a obtenu de l'Initiative Stratégique Communauté, Droits et Genre (CRG SI) des fonds supplémentaires pour soutenir l'engagement communautaire dans le processus de dialogue-pays avec les pays pour la période d'allocation 2020-2022. Cela inclut l'engagement communautaire dans l'examen/l'élaboration de plans stratégiques nationaux, l'élaboration des demandes de financement, la réponse aux commentaires du Comité d'examen technique (TRP) et la conception du programme pendant les négociations d'octroi de subventions. Un soutien serait particulièrement accordé au Burundi, au Burkina Faso, au Mali et au Niger.

Le soutien du RAME porte spécifiquement sur les thématiques du renforcement communautaire, des droits humains, et du genre.

Plusieurs pays d'Afrique francophone sont actuellement dans un processus d'élaboration de nouvelles subventions pour le Fonds Mondial pour la période 2021-2023. Ce processus est conduit dans le cadre du dialogue national qui consiste à

consulter tous les acteurs et groupes cibles indispensables pour la prise en compte des besoins essentiels afin d'élaborer des propositions consensuelles au financement du Fonds Mondial.

La société civile est une composante importante de ce processus et devrait pouvoir participer à toutes les étapes.

Aussi, lors des précédents cycles de financement du Fonds mondial, le RAME avait développé à travers les activités de la PRF, une expertise en matière d'accompagnement des acteurs de la société civile dans leur implication dans les processus pays. A l'occasion de cette aventure, il a pu constater la faible influence des acteurs de la société civile sur les subventions, notamment dans la prise en compte des droits humains, du genre et du renforcement des systèmes communautaires.

La PRF, en collaboration avec le Hub d'assistance technique du RAME (HUB@RAME), a mis en place le Dispositif d'Assistance à la Société Civile dans le cadre du 3^{ème} cycle du Nouveau Modèle de Financement du Fonds mondial (DASC-NFM3) pour des subventions prenant en compte de manière importante les questions de droits humains, de genre et du renforcement des systèmes de santé afin de faire un accompagnement aux acteurs de la société civile pour bien réussir leur participation dans ce processus.

Dans le cadre du processus de dialogue-pays dans les pays, le RAME souhaite recruter des facilitateurs pour accompagner la société civile afin d'assurer une meilleure participation de celle-ci dans ce processus, et spécifiquement dans les pays suivants : Burundi, Burkina Faso, Niger, Mali.

3. Objectifs et résultats attendus

3.1. Objectifs

Les objectifs de la mission sont :

- Accroître le niveau de participation des acteurs de la société civile dans l'élaboration des subventions du Fonds Mondial ;
- Elaborer des subventions répondant aux besoins des populations bénéficiaires ;
- Renforcer les compétences des acteurs de la société civile sur l'élaboration des subventions au Fonds Mondial.

De manière spécifique, les facilitateurs auront pour mission de :

- Appuyer la concertation avec les acteurs communautaires et la société civile pour une dynamique concertée dans le processus du NFM3 ;
- Développer une démarche méthodologique pour garantir l'implication des composantes de la société civile et la prise en compte des besoins spécifiques de la société civile dans le processus du dialogue national ;
- Accompagner les acteurs communautaires et la société civile dans l'identification des besoins en matière de droits humains, de genre et de renforcement des systèmes communautaires ;
- Orienter les acteurs communautaires et la société civile dans les stratégies de représentation et d'influence au sein des CCM et des équipes de rédaction pour la prise en compte des droits humains, du genre, du renforcement des systèmes communautaires et des besoins des populations clés et vulnérables ;

- Travailler dans le renforcement des capacités des acteurs de la société civiles identifiés pour prendre part au processus ;
- Soutenir une coordination de la participation de la société civile au processus ;
- Documenter et capitaliser le processus d'implication des acteurs communautaires et de la société civile dans le processus du NFM3.

3.2. Résultats attendus

- Le niveau de participation de la société civile est accru dans le dialogue-pays ;
- Les subventions soumises au Fonds mondial intègrent les besoins et préoccupations de la société civile et des communautés ;
- Les acteurs communautaires et la société civile sont orientés dans les stratégies de représentation et d'influence au sein des CCM et des équipes de rédaction pour la prise en compte des droits humains, du genre, du renforcement des systèmes communautaires et des besoins des populations clés et vulnérables dans subventions ;
- Les compétences des acteurs de la société civile dans les pays concernés sont renforcées ;
- Une coordination de la participation de la société civile au processus de dialogue-pays est mise en place ;
- Le processus d'implication des acteurs communautaires et de la société civile dans le processus du NFM3 est documenter et capitaliser.

4. Description de la mission

4.1. Coordination

L'équipe de facilitateurs sera constituée d'un facilitateur par pays pour les 4 pays à savoir le Burundi, le Burkina Faso, le Niger et le Mali. Ils travailleront sous la supervision de la coordination de la PRF. L'un des facilitateurs aura la responsabilité de chef d'équipe.

4.2. Activités prévues par pays

Les activités prévues, sans être exhaustives, sont les suivantes :

- Appui à la participation d'acteurs de la société civile aux cadres de concertation du dialogue national ;
- Appui à l'organisation de cadres de rencontre des acteurs de la société civile pour préparer leurs contributions au cours des rencontres nationales élargies aux autres secteurs ;
- Appui des rencontres de concertation des structures de prise en charge pour analyser les besoins à prendre en compte dans le NFM3 ;
- Organisation d'une rencontre de concertation et d'analyse des priorités des personnes vivants avec un handicap et les PvVIH ;
- Organisation avec l'appui d'experts locaux d'atelier de définition des priorités de la société civile en matière de droits humains, du genre et du renforcement communautaire ;

- Mise en place d'un groupe d'experts communautaires africains pour la relecture des projets de subventions (TRP Blanc) ;
- Création d'un groupe WhatsApp pour faciliter les échanges entre les acteurs communautaires ;
- Appui aux rencontres du comité technique pour l'évaluation des interventions de la société civile et proposition d'actions innovantes ;
- Appui aux acteurs de la société civile dans l'identification des besoins d'assistance technique ;
- Appui à la rédaction des demandes d'assistance technique.

4.3. Livrables attendus

Tout au long du processus de la préparation à l'exécution de la mission, les documents ci-dessous doivent être soumis au RAME par les facilitateurs :

- Un document décrivant l'approche méthodologique des activités ;
- Un rapport de mission comprenant :
 - ✓ Un rapport sur le niveau d'implication des organisations de la société civile et des communautés dans les processus du Fonds mondial ;
 - ✓ Un rapport global à la fin du dialogue pays sur les résultats obtenus par l'assistance du facilitateur dans l'implication des organisations de la société civile et des communautés dans les processus du Fonds mondial

5. Lieu – Durée – Modalités d'exécution

Les activités se dérouleront simultanément dans les quatre (4) pays retenus durant toute la période de dialogue-pays dans les pays respectifs.

Les rapports finaux des facilitateurs seront présentés à la coordination de la plateforme à la fin des processus de dialogue-pays lors d'un atelier de restitution qui sera programmé ultérieurement.

6. Profil des facilitateurs

A. Qualifications et compétences :

- Titulaire d'un diplôme universitaire (au moins Bac + 3) en Sciences sociales, Santé, Economie, Communication ou expérience jugée équivalente ;
- Bonne connaissance du contexte général des financements en santé (Fonds mondial, partenaires financiers de la lutte contre le VIH/SIDA) ;
- Maîtrise du nouveau modèle de financement du Fonds mondial ;
- Excellente maîtrise du français (écrit/oral) ;
- Excellentes qualités /capacités : de communication, d'analyse et résolution des problèmes, de travail en équipe et relationnel ;
- Excellentes capacités rédactionnelles, d'analyse, de synthèse et d'utilisation des outils TIC ;

- Avoir de bonne capacité de dialogue et de négociation.

B. Expérience professionnelle

- Expérience professionnelle d'au moins 02 ans dans l'animation des associations/ONG ;
- Expérience d'accompagnement dans le processus de dialogue-pays du Fonds mondial ;
- Bonne connaissance du processus de dialogue-pays du Fonds mondial ;
- Bonne connaissance du fonctionnement des organisations de la société civile en général et en particulier de celles du pays concerné.

C. Responsabilités

Les facilitateurs seront chargés de :

- Organiser avec l'appui d'experts locaux d'atelier de définition des priorités de la société civile en matière de droits humains, du genre et du renforcement communautaire ;
- Organiser des cadres de rencontre des acteurs de la société civile pour préparer leurs contributions au cours des rencontres nationales élargies aux autres secteurs ;
- Assurer des animations ;
- Mettre en place un groupe d'experts communautaires africains pour la relecture des projets de subventions (TRP Blanc) ;
- Donner un appui technique à la participation d'acteurs de la société civile aux groupes de travail des comités de rédaction et de négociation.

7. Dossier de candidature

Les candidats intéressés devront faire parvenir un dossier de candidatures comprenant un curriculum vitae détaillé, une lettre de motivation mettant l'accent sur les capacités à être accepté et travailler avec toutes les parties prenantes, une copie du diplôme requis ou une description de l'expérience demandée ainsi qu'une note méthodologique indiquant comment il compte conduire la mission.

8. Dépôt des dossiers de candidature

Les dossiers de candidature peuvent être envoyés par mail à l'adresse : secretariat@rame-int.org avec copie à cat@rame-int.org et à crip@rame-int.org ou déposés au siège du Réseau Accès aux Médicaments Essentiels au plus tard le **11 mai 2020** à 16 heures GMT.

Pour toute information utile et complémentaire, contacter Mme Ida Savadogo à l'adresse suivante : whatsapp. : +226 70 45 46 26 ou envoyer un mail à cat@rame-int.org